

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 14/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**2H ENERGY**

ZI de Babeuf  
76400 Saint-Léonard

Références : 20240610-ARInstallationsELEC  
Code AIOT : 0005802088

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2024 dans l'établissement 2H ENERGY implanté ZI de Babeuf Parc d'Activités des Hautes Falaises 76400 Saint-Léonard. L'inspection a été annoncée le 08/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- 2H ENERGY
- ZI de Babeuf Parc d'Activités des Hautes Falaises 76400 Saint-Léonard
- Code AIOT : 0005802088
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Activité de production et d'essais de groupes électrogènes et d'ensemble électrotechniques

### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- ATEX
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a fait les constats suivants :

– local apprêt : en cas d'arrêt de l'activité peinture, la ventilation du local est stoppée. Néanmoins il est constaté que les pots de peinture/solvants utilisés ne sont pas refermés. Il est rappelé à

l'exploitant de maintenir la ventilation et de fermer les contenants lorsque l'activité est arrêtée afin de limiter les émissions.

–Armoires extérieures de stockage de produits: l'étiquetage n'est plus lisible. L'exploitant doit remettre en place l'affichage adapté (contenu et mentions de dangers des produits stockés).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 2  | Limite d'intervention du contrôle des installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 4  | Zonage ATEX et adéquation du matériel                           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription              | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1  | Périodicité du contrôle des installations électriques         | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Sans objet        |
| 3  | Plan d'action suite au contrôle des installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Sans objet        |
| 5  | Etat général visuel des installations électriques             | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle annuel des installations électriques est réalisé. Néanmoins le contrôle est considéré comme incomplet en raison des limites d'intervention précisées dans le rapport. Il est demandé à

l'exploitant de prendre en compte ces limites d'intervention.

L'exploitant dispose d'un plan d'action pour le suivi des observations mentionnées dans le rapport de contrôle des installations électriques.

Concernant la thématique ATEX, l'exploitant dispose du zonage et du rapport d'adéquation du matériel en zone ATEX. Ce rapport fait état de non-conformité qui n'ont pas été prises en compte par l'exploitant. Par conséquent, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en justifiant, avant le 1er octobre 2024, que les équipements utilisés dans ces zones sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »<br><br>...<br>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.<br><br>... |
| <b>Constats :</b><br><br>Le dernier rapport de contrôle des installations électriques date de moins d'un an (rapport DEKRA intervention du 11/12 au 15/12/2023).<br>L'exploitant dispose également du compte-rendu de vérification périodique Q18 associé (contrôle du 15/12/2023).<br>L'exploitant fait également contrôler par DEKRA ses installations par thermographie IR et dispose du certificat Q19 du 15/04/2024.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

### N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du |

travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

#### Constats :

Le rapport de vérification des installations électriques de DEKRA mentionne les limites de vérification suivantes :

« Adéquation des matériels électriques aux différentes zones à risques d'explosion, en l'absence de détermination de ces zones, telle que demandée par l'article R.4227-50 du Code du travail. La vérification n'a ainsi porté que sur l'état des matériels électriques installés, qu'ils soient ou non adaptés aux risques d'explosion

Essai des dispositifs DR et mesurages d'isolement, en l'absence d'autorisation de coupure

Examen des éléments internes des cellules haute tension d'arrivées distribution publique non réalisé en l'absence d'autorisation du distributeur d'énergie ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination).

Examen des éléments internes des cellules haute tension du client non réalisé en l'absence d'autorisation de coupure ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination)

Examen des éléments internes des cellules haute tension du client non réalisé en l'absence de personnel habilité ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination)

Examen des matériels électriques situés dans les faux-plafonds, non accessibles sans démontages

La vérification des matériels électriques en hauteur et inaccessibles en l'absence de moyens d'accès en sécurité mis à notre disposition,

Vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité

En l'absence de fourniture de votre part de la note de calcul, nous ne pouvons nous prononcer sur la validation des sections, calibres et réglages des dispositifs de protection, pouvoir de coupure, etc. »

Le rapport précisé également les parties d'installations non vérifiées :

« - Transformateur: Matériel sous capot. Accessibilité asservie à la coupure générale

- MATÉRIEL BT

- Bureaux - 2ème étage : Clés non disponibles

- Bureaux - 2ème étage - Service RH 216: Clés non disponibles

- Bureaux - 2ème étage - Archives direction commercial 206 : Clés non disponibles

- Bureaux - 2ème étage - Salle de réunion 201 : Réunion

- Bureaux - 2ème étage - Bureau directeur commercial 202 : Clés non disponibles »

Par conséquent, il ne peut être considéré que la vérification des installations électriques est complète.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de lever ces limites de vérification et/ou de proposer un plan

|   |
|---|
| d'action (ou tableau de suivi) avec un délai prévisionnel pour lever ces limites de vérification afin que le contrôle des installations électrique soit complet. Une réponse est attendue sous 1 mois après réception du rapport. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

**N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Le rapport de contrôle des installations électriques (intervention du 11 au 15/12/2023) mentionne 18 observations dont 12 récurrentes (déjà mentionnées dans le rapport précédent).<br>L'exploitant a transmis son tableau de suivi des observations : 7 observations ont été traitées, 2 observations sont planifiées en août et 9 observations restent à traiter. Un axe d'amélioration est proposé à l'exploitant : ajouter dans le plan d'action le délai et/ou le degré de priorisation des actions (par exemple : 1 : À faire d'urgence ; 2 : À faire dans les 2 mois ; 3 : À faire pour le prochain contrôle, 4 : Axe d'amélioration non prioritaire)<br><br>Le Q18 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion (vérification complète des installations électriques de l'établissement) et relève un point de non-conformité : « Les circuits alimentant les locaux à risques d'explosions (BE3) ne sont pas protégés par des dispositifs différentiels résiduels (300mA au maximum), à mettre en place. ». L'exploitant a transmis son plan d'action sur ce point : la commande est passée auprès d'ACEREL et les travaux sont planifiés en août.<br><br>Le certificat Q19 (contrôle des installations par thermographie IR) du 15/04/2024 relève une anomalie sur les matériels contrôlés de priorité 2 (à traiter dans les deux mois). Le point a été traité par l'exploitant le 10 juin 2024 (la commande du disjoncteur à remplacer a été transmise à l'inspection). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes |

de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les documents suivants:

[1] rapport d'assistance à la détermination des zones à risque d'explosion- Norisko-février 2009

[2] DRPCE (date de création octobre 2013- date de révision juin 2015)

[3] cartographie des zones ATEX avril 2020

[4] rapport de vérification de sécurité des installations électriques en zones ATEX (Apave- 06/02 au 13/06 2014)

Le rapport d'assistance à la détermination des zones à risque d'explosion [1] émet des préconisations.

L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que ces préconisations ont été prises en compte, notamment pour le cas de la chaufferie gaz : « Un contrôle régulier de l'étanchéité du réseau gaz permettrait un déclassement des zones liés à un défaut d'étanchéité (vannes, brides...). La mise en place dans la chaufferie d'un détecteur de gaz entraînant la coupure de l'alimentation en gaz permet d'éviter la formation d'atmosphère explosive et de déclasser la zone correspondante en zone saine sous réserve qu'une vérification du système de détection soit mis en place ». L'exploitant précise que la chaudière a été remplacée en 2022. L'inspection a constaté sur le terrain la présence du système de détection gaz mais l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le contrôle le l'asservissement de l'arrêt de l'alimentation à la détection gaz à été contrôlé.

L'inspection constate que le DRPCE [2] n'est pas finalisé.

Le rapport de vérification de sécurité des installations électriques en zones ATEX [4] comprend le tableau d'évaluation de la conformité en zone ATEX (adéquation du matériel en zone ATEX). Ce tableau recense 50 non-conformités. L'exploitant ne dispose pas de plan d'action pour les lever. Par conséquent, il ne peut être établi que les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles. L'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime, conformément à l'article L.171-8, du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en justifiant avant le **1er octobre 2024**, que les équipements utilisés dans les zones pouvant être à l'origine d'une explosion sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

L'exploitant veillera à transmettre le zonage ATEX au prestataire lors du prochain contrôle des installations électriques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit finaliser son Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE).

L'exploitant doit actualiser (si nécessaire) son zonage ATEX et son tableau d'adéquation du matériel en zone ATEX. Il doit transmettre le plan d'action de mise en conformité du matériel en

|  |
|--|
| <p>zone ATEX dans un délai d'un mois après réception du rapport. Les échéances de mise en conformité ne pourront excéder l'échéance fixée par l'arrêté de mise en demeure.</p> <p>L'exploitant transmettra dans un délai d'un mois le rapport de vérification du système de détection gaz de la chaudière gaz et de l'asservissement associé (coupure de l'alimentation en cas de détection)</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

**N° 5 : Etat général visuel des installations électriques**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle visuel par sondage de l'état général des installations électriques n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |